

Bolsonaro condamné au Brésil pour crimes contre l'humanité

Image not found or type unknown



La Havane, 2 sept. (RHC)- Le Tribunal permanent des Peuples du Brésil a condamné le leader d'extrême droite Jair Bolsonaro pour des crimes contre l'humanité perpétrés pendant la pandémie de Covid-19 au Brésil.

Bolsonaro a commis deux actes illégaux. Premièrement, une grave violation des droits de l'homme, en incitant publiquement à une telle violation à l'encontre de larges secteurs de la population brésilienne qui font l'objet de discriminations, indique une partie du verdict du tribunal entendu à la faculté de droit de l'Université de Sao Paulo (USP).

Le second acte est un crime contre l'humanité, car l'ex-militaire "a opté pour une politique sanitaire contraire à l'isolement, à la prévention de la contagion et à la vaccination, qui a entraîné la mort de

dizaines de milliers de personnes".

Selon le tribunal, le président est coupable de la mort d'au moins 100 000 Brésiliens. Dans le document, les juges indiquent qu'"il ne fait aucun doute" que des milliers de vies ont été écourtées par les décisions du gouvernement fédéral.

Il a été démontré que, pendant la pandémie, le président a défendu l'utilisation de médicaments inefficaces contre le Covid-19, comme l'hydroxychloroquine. Il a également critiqué l'isolement social et les mesures prises par les gouverneurs et les maires pour empêcher la propagation du virus.

La professeure et avocate Eloisa Machado a déclaré que la décision de justice suscite un sentiment de soulagement. "Mais il y a aussi une forte volonté de poursuivre ces processus, non seulement reconnue maintenant par les tribunaux, mais aussi par toutes les formalités de la justice brésilienne et internationale, qui a agi de manière prudente", a-t-elle déclaré.

Le journaliste Jamil Chade, chroniqueur pour le portail UOL, a reconnu que l'organe international, créé dans les années 1970, n'a pas le poids de la Cour pénale internationale de La Haye, aux Pays-Bas, ni la capacité de prendre des mesures contre un État ou un chef de gouvernement.

Mais, a-t-il dit, "la condamnation est considérée par des groupes de la société civile, d'anciens ministres et des juristes comme importante pour faire pression sur le palais du Planalto (siège de l'exécutif) et exposer Bolsonaro au monde".

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/298127-bolsonaro-condamne-au-bresil-pour-crimes-contre-lhumanite>



Radio Habana Cuba